

**Conférence du Groupe des organisations de la société civile
du Comité économique et social européen
dans le cadre de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne
University College de Cork, le 30 juin 2026**

La société civile, moteur du programme de développement durable de l'UE

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



CONFÉRENCE



La société civile, moteur du programme de développement durable de l'UE

30 juin 2026 | 10:00 - 13:00 (UTC+1) | University College Cork,
Boole Basement 3, College Rd

X @CSOGroupEESC #Ireland2026EU #SDGs #ResilientCommunities



Comité économique
et social européen
Groupe des organisations de la société civile



**La société civile de toute l'Union se réunit à Cork pour renforcer
le programme de développement durable de l'Europe — la société civile doit
en faire partie intégrante.**

University College Cork (UCC), Cork — 30 juin 2026

L'objectif de cette manifestation était de donner un nouvel élan au programme de développement durable de l'Union, à un moment où la pression s'intensifie sur les politiques de développement durable, alors même qu'elles sont plus que jamais nécessaires. L'événement a également mis en lumière le rôle des collectivités locales et des organisations de la société civile dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des mesures de développement durable qui renforcent la résilience de nos collectivités. Le message à retenir est que la société civile est, en tout état de cause, une force avec laquelle il faut compter. Elle devrait être pleinement associée à chaque étape de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme de développement durable de l'Union. Le Groupe des organisations de la société civile a fortement investi dans le développement durable, en réitérant son soutien à ce programme à travers de nombreux avis du CESE et, plus récemment, d'une série d'événements majeurs organisés sous les présidences chypriote et irlandaise de l'UE.

Ces manifestations renouvellent et réaffirment les fondements sur lesquels le Groupe des organisations de la société civile doit s'appuyer pour maintenir ses efforts et son soutien en faveur du programme de développement durable au-delà de 2030.

La trajectoire et la vision du Groupe des organisations de la société civile se poursuivent, de Larnaca à Cork et au-delà

Programme de développement durable

Le Groupe des organisations de la société civile du CESE:

- maintient, plus que jamais, son engagement et son soutien en faveur du programme européen de développement durable, qui comprend la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe et la garantie d'une transition énergétique juste et équitable, et se rend disponible pour formuler des recommandations

pratiques, recueillies au cours de cette manifestation et d'autres, en vue d'assurer sa mise en œuvre effective;

- souligne que son engagement en faveur du programme de développement durable est resté inébranlable; sous sa nouvelle présidence, il a renouvelé et renforcé cet engagement, en en faisant l'un des axes clés de son programme de travail, aux côtés du renforcement de collectivités résilientes. Les retours d'information reçus au cours de cette conférence — des organisations locales et nationales de la société civile, du monde universitaire, des pouvoirs publics et d'autres acteurs — confirment l'importance de cet engagement. Ils alimenteront les travaux du groupe;
- s'est investi en faveur de cette priorité et de cette vision concrète, l'inscrivant au cœur d'une série d'événements majeurs en s'appuyant sur de précédents travaux: à Larnaca, dans le cadre de la présidence chypriote, sous l'angle spécifique de la résilience dans le domaine de l'eau; à Bruxelles, en partenariat avec ASviS, un acteur majeur du développement durable en Italie, en se concentrant sur l'état d'avancement du programme de développement durable au niveau européen; et à Cork, où a été mis en avant le rôle crucial et unique que doit jouer la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre du programme de développement durable, en intégrant dans le débat les connaissances et les pratiques acquises au niveau local et en renforçant la confiance et le soutien du public;
- réaffirme son attachement au programme européen de développement durable, lequel s'inspire du programme des Nations unies à l'horizon 2030 et de ses 17 objectifs de développement durable (ODD) qui définissent une stratégie globale, cohérente et uniforme allant bien au-delà de la politique environnementale, en faisant la part belle aux dimensions économique, sociale, environnementale et démocratique. Ils doivent servir de boussole pour l'Union, tant aujourd'hui que demain pour les générations futures;
- estime que les ODD des Nations unies doivent absolument continuer à servir de boussole pour l'avenir de l'Europe bien au-delà de 2030. Les organisations de la société civile et les responsables politiques doivent dès lors participer activement au processus d'examen des ODD prévu d'ici la fin de la décennie dans le but de renforcer ces objectifs tout en tenant compte des défis actuels et futurs;

- est conscient que les objectifs fixés par les Nations unies ne seront, selon toute probabilité, pas atteints à l'horizon 2030. Si un retard dans le respect de ce délai ne peut plus être évité, l'abandon pur et simple des ODD ne saurait en aucun cas être accepté;
- réaffirme qu'il convient de soutenir le programme de développement durable en tant que programme global à même de concilier et de promouvoir efficacement des normes sociales, économiques et environnementales élevées. L'acte législatif sur l'économie circulaire est un outil concret qui allie ces dimensions, prouvant une fois de plus que la compétitivité et la protection de l'environnement peuvent être complémentaires et non contradictoires;
- est convaincu que la transition énergétique doit jouer un rôle central dans le programme européen, surtout aujourd'hui, à l'heure où l'Europe doit plus que jamais mettre fin à sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles, notamment en raison de la situation géopolitique complexe;
- rappelle, enfin, que l'objectif du programme de développement durable est fermement consacré à l'article 3 du traité sur l'Union européenne en ces termes: l'Union «œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement»;
- s'engage à lutter contre la désinformation et les discours populistes et sans fondement qui mettent à mal le programme européen de développement durable, souligne le rôle de la recherche et de l'éducation dans ce contexte et appelle de ses vœux une stratégie solide et cohérente en matière de logement, combinée à une stratégie européenne ambitieuse de lutte contre la pauvreté.

Société civile et collectivités résilientes

Le Groupe des organisations de la société civile du CESE:

- fait partie du CESE, que l'on sait viscéralement attaché à la recherche d'un consensus dynamique conciliant la diversité des points de vue dans les

27 États membres. À ce titre, il peut interagir avec des milliers d'organisations et d'ONG et des millions de citoyens. Il donne la parole à ceux qui n'en ont pas;

- souligne que le rôle des collectivités revêt une importance capitale: elles sont le socle de notre société; elles font preuve de résilience, d'engagement et d'innovation. Les collectivités résilientes incarnent, à ce titre, le moteur qui peut réellement faire la différence;
- sait que la société civile devra rester attachée à ses objectifs et déterminer les mesures à prendre;
- est conscient que la société civile devra y associer les collectivités et les citoyens;
- est conscient que le développement durable et la démocratie sont les deux faces d'une même médaille;
- appelle de ses vœux une autonomisation réelle et cohérente de la société civile, qui doit être associée à chaque étape du programme européen. Cela va de pair avec un financement substantiel, en phase avec un programme «AgoraEU» solide et cohérent;
- réaffirme que le CESE offre un mécanisme bien structuré pour une participation efficace de la société civile.

Bruxelles, le 18 juillet 2026